



La Journée internationale des droits des femmes est une journée de lutte pour l'égalité !

La journée du 8 mars ne se « fête » pas par un cadeau ou une distribution de fleurs sur le lieu de travail. **La Journée internationale pour les droits des femmes est une journée de lutte pour l'égalité.**

La FGTB Wallonne a lancé un appel à faire du 8 mars 2017 une journée d'actions et de grèves pour les droits des femmes. Cet appel a été relayé auprès de nos Fédérations. L'idée est de faire des arrêts de travail à 15h40 ce 8 mars. C'est à partir de cette heure que les femmes travaillent « gratuitement » en raison de l'écart salarial !

Les photos de vos actions peuvent être envoyées par mail à l'adresse suivante : 15h40@fgtb-wallonne.be

Dans ce cadre, la MWB soutient également les membres de son personnel qui seront en grève à partir de 15h40 aujourd'hui !

En 2017, le contexte politique, social et économique international comme national n'offre pas de répit pour toutes celles et ceux qui œuvrent à plus d'égalité et de justice sociale. La banalisation des idées d'extrêmes droites, la montée des conservateurs dans les élections (aux Etats-Unis, dans différents pays Européens notamment) sont des signes inquiétants pour les droits des femmes, pour les droits des populations qui fuient les guerres, la tyrannie, l'homophobie ou tout simplement la misère.

Au 1er janvier 2016, la Belgique comptait 5.537.532 hommes et 5.730.378 femmes. Cependant, l'égalité entre femmes et hommes est loin d'être une réalité, voici quelques exemples :

- 41% de femmes vivent avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté selon le Thermomètre Solidaris d'Octobre 2016. Selon la même source, 40% des travailleurs échappent au seuil de pauvreté parce qu'ils vivent en ménage et il s'agit tendanciellement d'une majorité de femmes. Pour ces femmes, vivre en couple induit une dépendance financière.
- **L'écart salarial** entre hommes et femmes s'élève en Belgique à **21%** sur base des salaires annuels bruts, selon le rapport 2016 de l'IEFH, et il monte à 27% si les avantages extralégaux sont pris en compte alors que les femmes représentent la moitié des salariés; **Cet écart salarial condamne les femmes à perpétuité** : Une rémunération moins élevée conduit inévitablement à des droits sociaux inférieurs et donc à une pension moins élevée. En 2014, l'écart des pensions entre hommes et femmes en Belgique atteignait 26 % ! Les mesures prévues par l'actuel Ministre des pensions relatives notamment aux périodes assimilées ne feront qu'augmenter cet écart ! Il faut aussi tenir compte de l'écart de carrière: il faut une carrière de 45 ans pour couvrir une pension complète alors que la carrière moyenne des femmes s'élève à 36,6 ans.

A cet égard, le matériel de la **campagne fédérale FGTB pour l'égalité salariale** est arrivé dans vos régionales interprofessionnelles. Une action FGTB est également prévue le 14 mars au cabinet du Ministre Peeters qu'une délégation rencontrera.

- En moyenne, **les femmes consacrent deux fois plus de temps aux tâches ménagères que les hommes**, selon les chiffres du SPF Economie. Ceci constitue un frein lorsqu'il s'agit d'avoir accès à un emploi à temps plein ou d'envisager une évolution dans leur carrière. Le problème est que cette répartition inégale des tâches domestiques résulte d'une **vision « traditionaliste » du rôle de la femme**. Cette inégale répartition explique en grande partie l'essor du temps partiel féminin mais aussi leur faible représentation en politique ou dans les instances dirigeantes d'associations ou d'entreprises mais aussi dans les organisations syndicales.
- **80% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes**. Le plan Peeters, par les mesures de **flexibilisation des emplois à temps partiel**, aura un impact négatif pour ces femmes qui auront de grandes difficultés à concilier vie privée et vie professionnelle. De plus, les mesures prises par l'actuel gouvernement contre les travailleurs.es à temps partiel bénéficiant d'une allocation de garantie de revenu concernent 50000 travailleurs.es dont 80% sont des femmes! Après deux ans dans ce régime, ces personnes verront leur allocation ONEM réduite de moitié et elles sont déjà soumises à l'obligation de démontrer qu'elles recherchent activement en emploi à temps plein. Selon l'ONEm 60% des bénéficiaires de cette allocation seraient concernés et il s'agit majoritairement de femmes qui n'ont pas d'autre choix que de travailler à temps partiel, soit pour pouvoir concilier vie privée et vie professionnelle, soit parce que les secteurs qui les occupent en majorité n'offrent pas de temps plein.
- **Les politiques d'austérité budgétaire font subir une triple peine aux femmes**: elles sont impactées négativement dans leur emploi, en tant que principales bénéficiaires des aides sociales en raison notamment de la répartition inégale des tâches domestiques, pour finalement devoir renoncer à l'emploi en raison de la réduction des services sociaux collectifs parce qu'elles sont poussées à pallier à ce manque ;
- **Les 900 millions € d'économies dans les soins de santé auront des conséquences lourdes pour les femmes**. Ainsi, par exemple, l'augmentation du ticket modérateur pour les consultations chez le gynécologue et d'autres spécialistes de 8,23€ à 12€ a un impact sur la santé des femmes les plus précarisées qui sont contraintes de reporter voir même de renoncer à ces visites médicales. Déjà en 2013 en Wallonie, 24,9% des femmes et 44,3% des familles monoparentales ont reporté des visites médicales ou y ont renoncé alors qu'elles en avaient besoin. Les nouvelles mesures d'austérité envisagées ne feront qu'accroître ce phénomène.
- 10 % des indemnités de la mutuelle seront payées par l'employeur à la travailleuse enceinte devant être écartée alors que cette indemnité était initialement prise en charge totalement par l'assurance maladie invalidité. Les femmes sont déjà victimes de **discrimination à l'embauche** parce que l'employeur anticipe une éventuelle grossesse. Cette mesure ne va rien arranger, bien au contraire !

Dans plusieurs pays s'organise « la grève des femmes » sous la bannière « la solidarité est notre arme » !

- Elles étaient plus de 300 000 à manifester en Pologne pour le droit à l'avortement
- Elles étaient en grève en Islande pour obtenir l'égalité des salaires
- Elles étaient en grève en Argentine contre les violences



- Elles se sont mobilisées contre Donald Trump aux Etats-Unis
- En France, elles étaient des dizaines de milliers à manifester contre la loi El Khomri, puis dans l'action le 7 novembre dernier à 16h34 pour l'égalité salariale et partout, elles continuent à se battre pour leurs conditions de travail.

Ces femmes et diverses associations de la société civile dont des organisations syndicales lancent des appels à l'action et à la grève pour les droits des femmes dans de nombreux pays ce 8 mars !

L'égalité entre les femmes et les hommes est pour nous incontournable parce qu'elle participe du progrès social. Laisser perdurer les inégalités entre les femmes et les hommes et s'exercer les violences contre les femmes, c'est porter une responsabilité sur le fait que les idées rétrogrades et les partis qui les portent progressent. Des mesures ambitieuses avec des moyens dédiés doivent être mises en œuvre de façon urgente. Des mobilisations d'ampleur, combatives et solidaires nous permettront de les imposer.

Il ne s'agit pas ici de déterminer quels sont les travailleurs.es les plus à plaindre. La crise économique de 2008, les mesures d'austérité budgétaire qui l'ont suivie partout en Europe, pour ne citer que l'Europe, et plus largement le système capitaliste pressent comme des citrons tous les travailleurs avec ou sans emploi ainsi que les services publics. Concernant les services publics, il semble que les politiques d'austérité visent d'avantage leur démantèlement que leur préservation.

Il ne s'agit donc pas d'établir une hiérarchie entre les victimes de ce système mais de poser certains constats afin de donner à toutes et tous les mêmes chances lorsqu'il s'agit de proposer des alternatives. En effet, pour les femmes, aux rapports de domination créés par le système capitaliste s'ajoutent ceux induits par le modèle patriarcal sur base duquel notre société fonctionne. Les alternatives qui seront portées devront donc tenir compte de cette double domination si l'on veut réellement que les femmes aient les mêmes chances que les hommes de s'en sortir.

- En 2017, nous voulons que cessent enfin les inégalités au travail, en termes de salaires, d'accès à l'emploi, de carrière, de temps de travail. Nous voulons l'égalité salariale et la revalorisation des salaires dans les métiers à prédominance féminine
- En 2017, nous voulons que soit garanti le droit d'accès à l'avortement, à la contraception dont la légitimité est sans cesse remise en cause. Nous voulons un égal accès à la santé et aux services publics garants d'une égalité de traitement pour toutes et tous
- En 2017, nous voulons que cessent les violences sexuelles et sexistes à l'encontre des femmes : au travail, dans l'espace public comme à la maison

- En 2017 nous voulons des politiques volontaristes contre les stéréotypes de genre : à l'école, dans les médias, dans la vie publique et privée
- En 2017 nous voulons le partage des tâches domestiques et des services publics de prise en charge de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes

La FGTB Wallonne a lancé un appel à faire du 8 mars 2017 une journée d'actions et de grèves pour les droits des femmes. Cet appel a été relayé auprès de nos Fédérations. L'idée est de faire des arrêts de travail à 15h40 ce 8 mars. C'est à partir de cette heure que les femmes travaillent « *gratuitement* » en raison de l'écart salarial !

Les photos de vos actions peuvent être envoyées par mail à l'adresse suivante : 15h40@fgtb-wallonne.be

Pour plus d'information sur les initiatives prises dans d'autres pays, vous pouvez consulter les liens qui suivent :

- Site mondial : <http://parodemujeres.com/>
- Page FB mondial de l'évènement : <https://www.facebook.com/events/1043905282422378/>
- Page belge (le français arrive) : https://www.facebook.com/internationalwomensstrikebelgium/?notif_t=fbpage_fan_invite¬if_id=1487326321430423
- ÉTATS-UNIS - Quand "la journée internationale des droits des femmes" devient "la journée sans femmes". Les organisateurs de la Womens' march ont appelé mardi 14 février sur Twitter à une grève générale des femmes, le 8 mars 2017 : <http://www.huffingtonpost.fr/2017/02/15/les-organisateur-de-la-marche-des-femmes-appellent-a-une-greve/>
- France – CGT : <http://www.cgt.fr/-Egalite-femmes-hommes-2017-.html> - **Le 8 mars à 15h40 : toutes et tous en grève !**